

SV

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 43.707/AG
À 43.717/AG
DU 22 OCTOBRE 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 43.707/AV
TOT 43.717/AV
VAN 22 OKTOBER 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, assemblée générale de la section de législation, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 15 octobre 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables prorogé à huit jours ouvrables^(*),

- sur une proposition de loi "modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (Doc. parl., Chambre, DOC 52 037/001), sur l'amendement n° 1 (Doc. parl., Chambre, DOC 52 037/003) et sur les amendements n°s 2 à 62 (Doc. parl., Chambre, DOC 52 037/003) (43.707/AG);
- sur une proposition de loi "modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (Doc. parl., Chambre, DOC 52 039/001) et sur l'amendement n° 1 (Doc. parl., Chambre, DOC 52 039/002) (43.708/AG);
- sur une proposition de loi "modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (Doc. parl., Chambre, DOC 52 027/001) (43.709/AG);
- sur une proposition de loi "modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (Doc. parl., Chambre, DOC 52 028/001) (43.710/AG);

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling wetgeving, op 15 oktober 2007 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen verlengd tot acht werkdagen^(*), van advies te dienen

- over een voorstel van wet "tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (Parl. St., Kamer, DOC 52 037/001), over het amendement nr. 1 (Parl. St., Kamer, DOC 52 037/003) en over de amendementen nrs. 2 tot 62 (Parl. St., Kamer, DOC 52 037/003) (43.707/AV);
- over een voorstel van wet "tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (Parl. St., Kamer, DOC 52 039/001) en over het amendement nr. 1 (Parl. St., Kamer, DOC 52 039/002) (43.708/AV);
- over een voorstel van wet "tot wijziging van de kieswetgeving, met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (Parl. St., Kamer, DOC 52 027/001) (43.709/AV);
- over een voorstel van wet "tot wijziging van de kieswetgeving, met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (Parl. St., Kamer, DOC 52 028/001) (43.710/AV);

.../...

- sur une proposition de loi "modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (*Doc. parl.*, Chambre, DOC 52 031/001) (43.711/AG);
- sur une proposition de loi "modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (*Doc. parl.*, Chambre, DOC 52 032/001) (43.712/AG);
- sur une proposition de loi "modifiant la législation électorale, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (*Doc. parl.*, Chambre, DOC 52 033/001) (43.713/AG);
- sur une proposition de loi "modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (*Doc. parl.*, Chambre, DOC 52 038/001) (43.714/AG);
- sur une proposition de loi "modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (*Doc. parl.*, Chambre, DOC 52 0133/001) (43.715/AG);
- sur une proposition de loi "modifiant le Code électoral ainsi que son annexe" (*Doc. parl.*, Chambre, DOC 52 0153/001) (43.716/AG);
- sur une proposition de loi "modifiant le Code électoral ainsi que son annexe" (*Doc. parl.*, Chambre, DOC 52 0158/001) (43.717/AG),
- over een voorstel van wet "tot wijziging van de kieswetgeving, met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (*Parl. St.*, Kamer, DOC 52 031/001) (43.711/AV);
- over een voorstel van wet "tot wijziging van de kieswetgeving, met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (*Parl. St.*, Kamer, DOC 52 032/001) (43.712/AV);
- over een voorstel van wet "tot wijziging van de kieswetgeving, met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (*Parl. St.*, Kamer, DOC 52 033/001) (43.713/AV);
- over een voorstel van wet "tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (*Parl. St.*, Kamer, DOC 52 038/001) (43.714/AV);
- over een voorstel van wet "tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (*Parl. St.*, Kamer, DOC 52 0133/001) (43.715/AV);
- over een voorstel van wet "tot wijziging van het Kieswetboek en de bijlage daarbij" (*Parl. St.*, Kamer, DOC 52 0153/001) (43.716/AV);
- over een voorstel van wet "tot wijziging van het Kieswetboek en de bijlage daarbij" (*Parl. St.*, Kamer, DOC 52 0158/001) (43.717/AV),

a donné l'avis suivant :

heeft het volgende advies gegeven :

^(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat qui dispose que le délai de cinq jours ouvrables est prorogé à huit jours ouvrables dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van vijf werkdagen verlengd wordt tot acht werkdagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, la demande d'urgence en ce qui concerne les propositions et amendements inscrits sous les n°s 43.707/AG à 43.717/AG est motivée de façon identique

"par le fait que la Chambre a accordé l'urgence aux propositions de loi n°s 52 0037 et 52 0039 qui étaient les textes de base lors de la discussion".

*
* * *

I. Objet de l'avis

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation a dû se limiter à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique des propositions et des amendements ainsi que de l'accomplissement des formalités prescrites.

2. La majorité des propositions de loi et amendements soumis pour avis reproduisent, parfois en l'adaptant, le texte de propositions de loi ou d'amendements sur lesquels le Conseil d'État, section de législation, s'est déjà prononcé par le passé, ou dont ils sont inspirés. Les développements de certaines propositions font d'ailleurs expressément référence à des propositions de loi antérieures à propos desquelles le Conseil d'État, section de législation, a déjà été consulté⁽¹⁾ ou ils précisent que la proposition "tient lieu de réponse aux remarques figurant dans [l'avis] y afférent émanant

⁽¹⁾ Voir les développements des propositions de loi 43.707/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/001, p. 4), 43.709/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0027/001, p. 4), 43.710/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0028/001, p. 4), 43.711/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0031/001, p. 4), 43.714/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0038/001, p. 4), 43.715/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0133/001, p. 3) et 43.716/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0153/001, p. 4).

du Conseil d'État⁽²⁾ ou encore qu'il a été tenu compte des avis émis par le Conseil d'État sur des propositions de loi ou des amendements antérieurs⁽³⁾.

3. Le fait que le texte des propositions de loi et amendements soumis à présent pour avis corresponde dans une large mesure au texte de propositions de lois et d'amendements sur lesquels le Conseil d'État, section de législation, a déjà émis des avis par le passé peut être illustré comme suit.

Cinq groupes de dispositions actuellement soumises à l'avis de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État ont déjà fait l'objet d'un ou de plusieurs avis donnés par l'assemblée générale au sujet de dispositions identiques ou analogues. En effet :

- la proposition de loi inscrite sous le n° 43.713/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0033/001) est directement inspirée d'une proposition de loi introduite sous la précédente législature (Doc. parl., Chambre, 2003-2004, n° 51-0333/001). Cette proposition a fait l'objet de l'avis 37.569-37.571/AG de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État, donné le 23 août 2004 (Doc. parl., Chambre, 2003-2004, n° 51-0333/002);
- les propositions de loi inscrites sous les n°s 43.709/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0027/001), 43.710/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0028/001), 43.711/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0031/001) et 43.712/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0032/001) sont directement inspirées de propositions de loi introduites sous la précédente législature (Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n°s 51-1379/001, 51-1380/001, 51-1381/001 et 51-1382/001). Ces propositions de loi ont fait l'objet de l'avis 37.729-37.736/AG de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État, donné le 9 novembre 2004 (Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n° 51-1365/002);

⁽²⁾ Voir la proposition de loi 43.714/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0038/001, p. 4).

⁽³⁾ Voir la proposition de loi 43.707/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/001, p. 4).

- les propositions de loi inscrites sous les n°s 43.707/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/001), 43.715/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0133/001), 43.708/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0039/001) et 43.714/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0038/001) sont directement inspirées de propositions de loi introduites sous la précédente législature (Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n°s 51-1379/001 et 51-1380/001), ainsi que de divers amendements y relatifs (Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n°s 51-1379/003 et 51-1380/003). Ces propositions de loi et ces amendements ont respectivement fait l'objet de l'avis 37.729-37.736/AG de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État, donné le 9 novembre 2004 (Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n° 51-1365/002) et de l'avis 38.038/AG de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État, donné le 18 janvier 2005 (Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n°s 51-1379/004 et 51-1380/004);
- les propositions de loi inscrites sous les n°s 43.716/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0153/001) et 43.717/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0158/001), de même que les amendements n°s 2 à 4 et 30 à 52 (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/003) à la proposition de loi inscrite sous le numéro 43.707/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/001), sont directement inspirés de propositions de loi introduites sous la précédente législature (Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n° 51-1384/001 et Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n° 51-1385/001). Ces propositions de loi ont également fait l'objet de l'avis 37.729-37.736/AG de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État, donné le 9 novembre 2004 (Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n° 51-1365/002);
- enfin, les amendements n°s 53 à 62 (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/003) à la proposition de loi inscrite sous le n° 43.707/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/001) sont directement inspirés d'une proposition de loi introduite sous la précédente législature (Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n° 51-1375/001). Cette proposition de loi a également fait l'objet de l'avis 37.729-37.736/AG de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État, donné le 9 novembre 2004 (Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n° 51-1365/002).

4. Selon une jurisprudence constante de la section de législation, il n'appartient pas au Conseil d'État, lorsque la législation et la jurisprudence sont demeurées inchangées, de rendre une seconde fois un avis sur la même proposition, le même projet ou le même amendement, étant donné que, lors du premier avis, il a épuisé la compétence qui lui est dévolue par la loi. Le Conseil d'État ne peut pas davantage rendre un second avis sur des modifications de texte ou des explications résultant d'observations formulées dans son avis antérieur.

Le Conseil d'État s'est donc limité, dans l'examen des propositions de loi et amendements soumis à présent pour avis, aux modifications de texte ou aux dispositions nouvelles par rapport aux propositions de loi et aux amendements à propos desquels il avait déjà été consulté par le passé, et qui ne résultent pas non plus d'observations qui avaient été formulées dans l'avis rendu sur ces derniers.

5. Sur la base de l'examen ainsi limité conformément, notamment, à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, l'assemblée générale de la section de législation a uniquement examiné :

- l'amendement n° 1 (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/003) à la proposition de loi inscrite sous le n° 43.707/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/001)⁽⁴⁾;
- les amendements n°s 5 à 28 (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/003) à la proposition de loi inscrite sous le n° 43.707/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/001)⁽⁵⁾;

⁽⁴⁾ Voir le point II, ci-après.

⁽⁵⁾ Voir le point III, ci-après.

- l'amendement n° 29 (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/003) à la proposition de loi inscrite sous le n° 43.707/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/001) et l'amendement n° 1 (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0039/002) à la proposition de loi inscrite sous le n° 43.708/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0039/001)⁽⁶⁾.

Pour le surplus, il est fait référence aux avis que l'assemblée générale de la section de législation a émis antérieurement sur la matière concernée.

II. L'amendement n° 1 (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/003) à la proposition de loi inscrite sous le n° 43.707/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/001)

6. L'amendement n° 1 (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/003) à la proposition de loi inscrite sous le n° 43.707/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/001) n'appelle, en soi, aucune observation.

III. Les amendements n°s 5 à 28 (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/003) à la proposition de loi inscrite sous le n° 43.707/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/001)

7. Les amendements n°s 5 à 28 (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/003) à la proposition de loi inscrite sous le n° 43.707/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/001) partent du principe que la division en circonscriptions électORALES prévue dans le Code électoral, tel qu'il a été modifié par la loi du 13 décembre 2002 modifiant le Code électoral ainsi que son annexe (circonscriptions électORALES provinciales, sauf la circonscription électORALE de Bruxelles-Hal-Vilvorde et la circonscription électORALE de Louvain), peut être maintenue, sous réserve de justifier l'inégalité de traitement qui subsiste ainsi.

⁽⁶⁾ Voir le point IV, ci-après.

Dans la justification de ces amendements, il est en effet précisé :

"il s'agit de justifier que le système légal en vigueur, porteur de modalités spéciales, est conforme aux principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination tels qu'appréciés au regard de l'objectif poursuivi de protection des minorités linguistiques au sein de l'ancienne province du Brabant".

En d'autres termes, les amendements ont pour but

"de confirmer le système actuel garant des droits des minorités dans l'ancienne province du Brabant. Ce système comporte certes des modalités spéciales au regard du reste de la carte électorale mais ces modalités sont justifiées et proportionnées par rapport à l'objectif poursuivi".

8. Il se déduit toutefois de l'arrêt n° 73/2003 de la Cour constitutionnelle du 26 mai 2003 que le maintien du régime actuel, tel qu'il se présente maintenant après l'annulation par la Cour constitutionnelle de certaines dispositions de la loi précitée du 13 décembre 2002, ne peut plus se justifier au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

Dans cet arrêt, la Cour constitutionnelle considère en effet :

"B.9.5. En maintenant la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, le législateur traite les candidats de la province du Brabant flamand différemment des candidats des autres provinces, puisque, d'une part, ceux qui se présentent dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde se trouvent en compétition avec des candidats qui se présentent ailleurs que dans cette province, et que, d'autre part, les candidats qui se présentent dans la circonscription électorale de Louvain ne sont pas traités de la même façon que ceux qui se présentent dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

B.9.6. Toutefois, la mesure procède du souci, déjà constaté dans l'arrêt n° 90/94, de recherche globale d'un indispensable équilibre entre les intérêts des différentes communautés et régions au sein de l'Etat belge. Les conditions de cet équilibre ne sont pas immuables. Mais la Cour substituerait son appréciation à celle du législateur si elle décidait qu'il doit être mis fin, dès à présent, à une situation qui a jusqu'ici emporté l'adhésion du législateur, alors qu'elle n'a pas la maîtrise de l'ensemble des problèmes auxquels il doit faire face pour maintenir la paix communautaire.

B.9.7. En cas de maintien des circonscriptions électorales provinciales pour l'élection de la Chambre des représentants, une nouvelle composition des circonscriptions électorales de l'ancienne province de Brabant peut être accompagnée de modalités spéciales qui peuvent différer de celles qui valent pour les autres circonscriptions électorales afin de garantir les intérêts légitimes des néerlandophones et des francophones dans cette ancienne province. C'est au législateur et non à la Cour qu'il appartient d'arrêter ces modalités.

B.9.8. Pour ces raisons, il peut être admis que la répartition en circonscriptions électorales opérée par la loi entreprise soit maintenue pendant le délai de quatre ans prévu par l'article 65 de la Constitution prenant cours au moment déterminé par l'article 105 du Code électoral".

L'affirmation selon laquelle il est vrai qu'il ne doit pas "être mis fin, dès à présent" (B.9.6) à la situation actuelle et qu'il peut être admis que la répartition en circonscriptions électorales opérée par la loi entreprise soit maintenue pendant un délai de quatre ans (B.9.8), implique que le régime actuel ne peut plus être maintenu au-delà de ce délai.

Déjà dans son avis n°s 37.729 à 37.736/AG du 9 novembre 2004, le Conseil d'État a déclaré :

"C'est en raison de l'option prise par le législateur, dans la loi précitée du 13 décembre 2002, de faire coïncider les circonscriptions électorales et les provinces que la Cour d'arbitrage a considéré, par son arrêt n° 73/2003, que l'exception faite à ce principe pour la province du Brabant flamand devait être considérée désormais comme non admissible" ⁽⁷⁾.

9. Il s'ensuit que les amendements n°s 5 à 28 ne peuvent être adoptés.

⁽⁷⁾ Avis 37.729-37.736/AG précité de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État, loc. cit., n° 10.

IV. L'amendement n° 29 (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/003) à la proposition de loi inscrite sous le n° 43.707/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/001) et l'amendement n° 1 (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0039/002) à la proposition de loi inscrite sous le n° 43.708/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0039/001)

10. L'amendement n° 29 (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/003) à la proposition de loi inscrite sous le n° 43.707/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0037/001) et l'amendement n° 1 (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0039/002) à la proposition de loi inscrite sous le n° 43.708/AG (Doc. parl., Chambre, 2007, n° 52-0039/001) tendent à permettre l'organisation d'une consultation populaire dans les communes dites périphériques mentionnées à l'article 7 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative et dans les communes ou quartiers de communes limitrophes à l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale mentionné à l'article 6 des mêmes lois coordonnées ou aux communes périphériques mentionnées à l'article 7 des lois coordonnées précitées.

Il résulte implicitement des paragraphes 2 et 4 de la disposition proposée que l'objet de la consultation porterait sur le rattachement éventuel de la commune ou du quartier à une autre région linguistique que celle à laquelle elle ou il appartient. Cette région linguistique serait celle de Bruxelles-Capitale, ainsi qu'il résulte de la justification des amendements et du paragraphe 4 proposé.

Si une majorité d'électeurs se prononce en faveur de l'appartenance à une autre région, un arrêté royal devrait "réalis[er]" le changement de statut de la commune (§ 2) ou "sci[nder]" la commune initiale et "transfér[er]" le quartier concerné à l'une des communes de la "Région bruxelloise" [lire : région bilingue de Bruxelles-Capitale] (§ 4).

11. Plusieurs avis de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État se sont prononcés sur l'admissibilité du recours à la consultation populaire au regard de la Constitution belge.

Il est renvoyé plus spécialement à son avis 37.804/AG donné le 23 novembre 2004 sur une proposition de loi portant organisation d'une consultation populaire sur le traité établissant une constitution pour l'Europe ainsi que sur les

amendements n°s 1 et 2 à cette proposition⁽⁸⁾, qui synthétise les motifs pour lesquels, sous la réserve de ce que prévoit l'article 41, alinéa 5, de la Constitution pour les "consultations populaires" limitées aux seules "matières d'intérêt communal ou provincial", le recours à des procédés de démocratie directe n'est pas autorisé au regard des principes constitutionnels relatifs à l'exercice des pouvoirs. Cet avis se fonde, pour l'essentiel, sur le caractère représentatif de notre système constitutionnel.

Évoquant l'article 41, alinéa 5, de la Constitution, qui autorise la consultation populaire au niveau local, cet avis a rappelé ce qui suit :

"Il [...] résulte [de cette disposition] que le constituant a estimé opportun de créer un fondement constitutionnel pour chaque consultation populaire. Manifestement, il a été considéré qu'il était indiqué d'inscrire les caractéristiques principales de l'organisation de l'État dans la Constitution même, afin qu'elle contienne les règles de base du fonctionnement de la démocratie⁽⁹⁾. Cette considération s'applique naturellement *a fortiori* aux consultations populaires organisées à l'échelon fédéral, communautaire ou régional".

Ce même avis conclut en considérant, toujours sous réserve de ce qu'il admet l'article 41, alinéa 5, de la Constitution, que l'organisation d'une consultation populaire "nécessite préalablement une modification de la Constitution".

12. Les considérations rappelées par cet avis gardent toute leur pertinence.

Il en va d'autant plus ainsi que les "consultations populaires" dont il est question dans les amendements à l'examen ont en réalité pour portée, contrairement à la terminologie employée, de lier l'autorité puisqu'ils prévoient que, si la majorité des électeurs se prononce pour un changement de statut linguistique d'une commune ou d'un quartier, un arrêté royal doit, dans un délai fixé, "réaliser" le transfert.

⁽⁸⁾ Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n° 51-0281/004.

⁽⁹⁾ *Note 13 de l'avis cité* : Voir dans le même sens, Doc. parl., Sénat, 1998-99, n° 1-1068/3, p. 9.

L'article 41, alinéa 5, de la Constitution ne saurait conférer le fondement constitutionnel aux amendements. En effet, non seulement n'envisage-t-il que le recours à un procédé consultatif et, en outre, ne concerne-t-il que "[l]es matières d'intérêt communal ou provincial", ce qui n'est manifestement pas le cas de la délimitation territoriale des régions linguistiques.

Les objections qui précédent ont été partagées par le pré-constituant, qui a ouvert le titre III de la Constitution à révision "en vue d'y insérer un article nouveau permettant aux régions d'instituer et d'organiser une consultation populaire dans les matières qui relèvent de leur compétence"⁽¹⁰⁾, ce qui confirme la nécessité d'une révision préalable de la Constitution pour recourir aux procédés de démocratie directe.

Pareille révision n'est pas encore intervenue. Elle ne rendrait possible, en toute hypothèse, qu'une consultation, et non un référendum décisif, et serait limitée aux seules compétences régionales, à la seule initiative des régions.

13. Pour l'ensemble de ces motifs, dans l'état actuel de la Constitution, le législateur fédéral ne peut envisager d'adopter les amendements à l'examen.

⁽¹⁰⁾ Moniteur belge, 2 mai 2007, 2^e éd. La déclaration de révision des 4 et 9 avril 2003 contenait déjà une telle ouverture à révision, ainsi limitée (Moniteur belge, 10 avril 2003, 2^e éd.).

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling met betrekking tot de voorstellen en amendementen ingeschreven onder de nrs. 43.707/AV-43.717/AV op identieke wijze gemotiveerd

"door het feit dat de Kamer de hoogdringendheid verleend heeft aan de wetsvoorstellen nrs. 52 0037 en 52 0039 die in de besprekings als basisteksten fungeren".

*
* * *

I. Voorwerp van het advies

1. Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich moeten beperken tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond van de voorstellen en amendementen, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

2. Het merendeel van de om advies voorgelegde voorstellen van wet en amendementen hernoemen, in soms aangepaste vorm, de tekst van voorstellen van wet of amendementen waarover de Raad van State, afdeling wetgeving, reeds in het verleden advies heeft verleend of zijn erdoor geïnspireerd. In de toelichting bij sommige van de voorstellen wordt trouwens uitdrukkelijk gerefereerd aan eerdere wetsvoorstellen waarover door de Raad van State, afdeling wetgeving is geadviseerd⁽¹⁾ of wordt vermeld dat met het voorstel "antwoord [wordt verleend op] de opmerkingen zoals voorkomend

⁽¹⁾ Zie de toelichting bij de wetsvoorstellen 43.707/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/001, p. 4), 43.709/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0027/001, p. 4), 43.710/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0028/001, p. 4), 43.711/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0031/001, p. 4), 43.714/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0038/001, p. 4), 43.715/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0133/001, p. 3) en 43.716/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0153/001, p. 4).

.../...

in het daarmee overeenstemmend advies van de Raad van State" ⁽²⁾ of dat rekening is gehouden met de adviezen die de Raad van State over eerdere wetsvoorstellen of amendementen heeft uitgebracht ⁽³⁾.

3. Dat de heden om advies voorgelegde wetsvoorstellen en amendementen in ruime mate gelijklopend zijn met wetsvoorstellen en amendementen waarover de Raad van State, afdeling wetgeving, in het verleden reeds geadviseerd, kan worden weergegeven als volgt.

Vijf groepen van bepalingen die thans om advies aan de algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State zijn voorgelegd, zijn identiek of vergelijkbaar met bepalingen waarover de algemene vergadering reeds een of meer adviezen heeft uitgebracht. Immers :

- het wetsvoorstel dat onder nr. 43.713/AV is ingeschreven (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0033/001) steunt rechtstreeks op een wetsvoorstel dat tijdens de vorige zittingsperiode is ingediend (Gedr. St., Kamer, 2003-2004, nr. 51-0333/001). Over dat voorstel heeft de algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State op 23 augustus 2004 advies 37.569-37.571/AV uitgebracht (Gedr. St., Kamer, 2003-2004, nr. 51-0333/002);
- de wetsvoorstellen ingeschreven onder de nummers 43.709/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0027/001), 43.710/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0028/001), 43.711/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0031/001) en 43.712/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0032/001) steunen rechtstreeks op wetsvoorstellen die tijdens de vorige zittingsperiode zijn ingediend (Gedr. St., Kamer, 2004-2005, nummers 51-1379/001, 51-1380/001, 51-1381/001 en 51-1382/001). Over die wetsvoorstellen heeft de algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State op 9 november 2004 advies 37.729-37.736/AV uitgebracht (Gedr. St., Kamer, 2004-2005, nr. 51-1365/002);

⁽²⁾ Zie het wetsvoorstel 43.714/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0038/001, p. 4).

⁽³⁾ Zie het wetsvoorstel 43.707/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/001, p. 4).

- de wetsvoorstellen ingeschreven onder de nummers 43.707/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/001), 43.715/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0133/001), 43.708/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0039/001) en 43.714/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0038/001) steunen rechtstreeks op wetsvoorstellen die tijdens de vorige zittingsperiode zijn ingediend (Gedr. St., Kamer, 2004-2005, nr. 51-1379/001 en nr. 51-1380/001), alsook op amendementen die daarop betrekking hebben (Gedr. St., Kamer, 2004-2005, nr. 51-1379/003 en nr. 51-1380/003). Over die wetsvoorstellen en amendementen heeft de algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State op 9 november 2004 advies 37.729-37.736/AV uitgebracht (Gedr. St., Kamer, 2004-2005, nr. 51-1365/002), alsook, op 18 januari 2005, advies 38.038/AV (Gedr. St., Kamer, 2004-2005, nr. 51-1379/004 en nr. 51-1380/004);
- de wetsvoorstellen ingeschreven onder de nummers 43.716/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0153/001) en 43.717/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0158/001), alsook de amendementen nrs. 2 tot 4 en 30 tot 52 (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/003) op het wetsvoorstel ingeschreven onder het nummer 43.707/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/001), zijn rechtstreeks ingegeven door wetsvoorstellen ingediend tijdens de vorige zittingsperiode (Gedr. St., Kamer, 2004-2005, nr. 51-1384/001 en Gedr. St., Kamer, 2004-2005, nr. 51-1385/001). Ook over die wetsvoorstellen heeft de algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State op 9 november 2004 advies 37.729-37.736/AV gegeven (Gedr. St., Kamer, 2004-2005, nr. 51-1365/002);
- de amendementen nrs. 53 tot 62 ten slotte (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/003) op het wetsvoorstel ingeschreven onder het nummer 43.707/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/001) zijn rechtstreeks ingegeven door een wetsvoorstel ingediend tijdens de vorige zittingsperiode (Gedr. St., Kamer, 2004-2005, nr. 51-1375/001). Ook over dat wetsvoorstel heeft de algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State op 9 november 2004 advies 37.729-37.736/AV gegeven (Gedr. St., Kamer, 2004-2005, nr. 51-1365/002).

....

4. Volgens een vaste adviespraktijk van de afdeling wetgeving komt het de Raad van State niet toe, bij ongewijzigd gebleven wetgeving en rechtspraak, een tweede maal over hetzelfde voorstel, ontwerp of amendement advies te verlenen, daar hij bij de eerste advisering de hem bij de wet toegekende bevoegdheid heeft uitgeput. De Raad van State kan evenmin een tweede advies uitbrengen over tekstwijzigingen of toelichtingen die het gevolg zijn van in zijn eerdere advies geformuleerde opmerkingen.

De Raad van State heeft zich derhalve bij het onderzoek van de heden om advies voorgelegde voorstellen van wet en amendementen beperkt tot de tekstaanpassingen of tekstonderdelen die nieuw zijn in vergelijking met de wetsvoorstellen of amendementen waarover hij reeds in het verleden heeft geadviseerd en die evenmin het gevolg zijn van opmerkingen die in het advies met betrekking tot deze laatsten zijn geformuleerd.

5. Op basis van het aldus mede overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State beperkt gehouden onderzoek, heeft de algemene vergadering van de afdeling wetgeving enkel een onderzoek gewijd aan :

- amendement nr. 1 (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/003) op het wetsvoorstel ingeschreven onder het nr. 43.707/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/001)⁽⁴⁾;
- de amendementen nrs. 5 tot 28 (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/003) op het wetsvoorstel ingeschreven onder het nr. 43.707/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/001)⁽⁵⁾;
- amendement nr. 29 (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/003) op het wetsvoorstel ingeschreven onder het nr. 43.707/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/001) en amendement nr. 1 (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0039/002) op het wetsvoorstel ingeschreven onder het nr. 43.708/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0039/001)⁽⁶⁾.

⁽⁴⁾ Zie punt II hierna.

⁽⁵⁾ Zie punt III hierna.

⁽⁶⁾ Zie punt IV hierna.

Voor het overige wordt verwezen naar de eerdere adviezen die de algemene vergadering van de afdeling wetgeving over de betrokken aangelegenheid heeft uitgebracht.

II. Amendement nr. 1 (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/003) op het wetsvoorstel ingeschreven onder het nr. 43.707/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/001)

6. Amendement nr. 1 (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/003) op het wetsvoorstel ingeschreven onder het nr. 43.707/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/001) geeft op zich geen aanleiding tot enige opmerking.

III. De amendementen nrs. 5 tot 28 (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/003) op het wetsvoorstel ingeschreven onder het nr. 43.707/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/001)

7. De amendementen nrs. 5 tot 28 (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/003) op het wetsvoorstel ingeschreven onder het nr. 43.707/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/001) gaan uit van de stelling dat de indeling in kieskringen uit het Kieswetboek, zoals gewijzigd door de wet van 13 december 2002 tot wijziging van het Kieswetboek evenals zijn bijlage (provinciale kieskringen, behoudens de kieskringen Brussel-Halle-Vilvoorde en Leuven), behouden kan blijven, mits de nodige verantwoording wordt verstrekt voor de ongelijke behandeling die aldus wordt gehandhaafd.

In de verantwoording bij deze amendementen wordt immers betoogd :

"Het gaat erom aan te tonen dat de vigerende wettelijke regeling, die bijzondere nadere regels inhoudt, strookt met de grondwetsbeginselen van gelijkheid en non-discriminatie, afgewogen ten aanzien van de nagestreefde doelstelling van bescherming van de taalminderheden in de vroegere provincie Brabant".

De amendementen strekken er met andere woorden toe

"de huidige kiesregeling, die de rechten van de minderheden in de vroegere provincie Brabant waarborgt, te bevestigen. Die regeling behelst zeker bijzondere nadere regels in vergelijking met de rest van het electorale landschap, maar die nadere regels zijn gerechtvaardigd en evenredig ten aanzien van het beoogde doel".

8. Uit het arrest nr. 73/2003 van het Grondwettelijk Hof van 26 mei 2003 blijkt echter dat het behoud van de huidige regeling, zoals deze nu bestaat na de vernietiging door het Grondwettelijk Hof van sommige bepalingen van de voormelde wet van 13 december 2002, niet meer kan worden verantwoord in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

In dit arrest stelt het Grondwettelijk Hof immers :

"B.9.5. Door de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde te handhaven, behandelt de wetgever de kandidaten van de provincie Vlaams-Brabant op een andere wijze dan de kandidaten van de andere provincies vermits, enerzijds, zij die kandidaat zijn in de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde in concurrentie moeten treden met kandidaten die elders dan in die provincie kandideren, en, anderzijds, zij die kandideren in de kieskring Leuven niet op dezelfde wijze worden behandeld als zij die kandideren in de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde.

B.9.6. De maatregel gaat weliswaar uit van de bekommernis, die reeds in het arrest nr. 90/94 werd vastgesteld, om te zoeken naar een onontbeerlijk evenwicht tussen de belangen van de verschillende gemeenschappen en gewesten binnen de Belgische Staat. De gegevens van dat evenwicht zijn niet onveranderlijk. Het Hof zou evenwel in de plaats van de wetgever oordelen, indien het zou beslissen dat onmiddellijk een einde zou moeten worden gemaakt aan een situatie die tot op heden de goedkeuring van de wetgever had, terwijl het Hof niet alle problemen kan beheersen waaraan de wetgever het hoofd moet bieden om de communautaire vrede te handhaven.

B.9.7. In geval van behoud van provinciale kieskringen voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, kan een nieuwe samenstelling van de kieskringen in de vroegere provincie Brabant gepaard gaan met bijzondere modaliteiten die kunnen afwijken van degene die gelden voor de andere kieskringen, teneinde de gewettigde belangen van de Nederlandstaligen en de Franstaligen in die vroegere provincie te vrijwaren. Het komt niet aan het Hof, maar aan de wetgever toe die modaliteiten nader te bepalen.

B.9.8. Om die redenen kan worden aanvaard dat de door de bestreden wet gemaakte indeling in kieskringen behouden blijft gedurende de door artikel 65 van de Grondwet bepaalde termijn van vier jaar die aanvangt op het in artikel 105 van het Kieswetboek bepaalde ogenblik".

..../...

De stellingname dat aan de huidige situatie weliswaar niet "onmiddellijk een einde zou moeten worden gemaakt" (B.9.6), en dat kan worden aanvaard dat de door de bestreden wet gemaakte indeling in kieskringen gedurende vier jaar behouden kan blijven (B.9.8), impliceert dat de huidige regeling na het verstrijken van die termijn niet meer kan behouden blijven.

Reeds in zijn advies nr. 37.729/AV tot 37.736/AV van 9 november 2004 heeft de Raad van State gesteld :

"Op grond van de door de wetgever in de voormelde wet van 13 december 2002 gemaakte keuze om de kieskringen te laten samenvallen met de provincies, heeft het Arbitragehof, in zijn arrest nr. 73/2003 geoordeeld dat de uitzondering op dat beginsel voor de provincie Vlaams Brabant voortaan als niet aanvaardbaar diende te worden beschouwd" ⁽⁷⁾.

9. Om die reden kunnen de amendementen nrs. 5 tot 28 dan ook geen doorgang vinden.

IV. Amendment nr. 29 (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/003) op het wetsvoorstel ingeschreven onder het nummer 43.707/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/001) en amendement nr. 1 (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0039/002) op het wetsvoorstel ingeschreven onder het nummer 43.708/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0039/001)

10. Amendement nr. 29 (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/003) op het wetsvoorstel ingeschreven onder het nummer 43.707/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0037/001) en amendement nr. 1 (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0039/002) op het wetsvoorstel ingeschreven onder het nummer 43.708/AV (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-0039/001) hebben tot doel de organisatie van een volksraadpleging mogelijk te maken in de zogenaamde randgemeenten vermeld in artikel 7 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken en in de gemeenten of wijken van gemeenten die grenzen aan het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad

⁽⁷⁾ Voormeld advies 37.729-37.736/AV van de algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State, loc. cit., nr. 10.

vermeld in artikel 6 van die gecoördineerde wetten of die grenzen aan de randgemeenten vermeld in artikel 7 van de voornoemde gecoördineerde wetten.

Uit de paragrafen 2 en 4 van de voorgestelde bepaling vloeit impliciet voort dat het voorwerp van de raadpleging betrekking zou hebben op de eventuele overheveling van de gemeente of de wijk naar een ander taalgebied dan dat waartoe de gemeente of de wijk behoort. Dat taalgebied zou dat van Brussel-Hoofdstad zijn, zoals blijkt uit de verantwoording van de amendementen en van de voorgestelde paragraaf 4.

Indien een meerderheid van de kiezers zich uitspreekt voor de overheveling naar een ander gewest, zou de wijziging van het statuut van de gemeente (§ 2) of de "splitsing" van de oorspronkelijke gemeente en de "overheveling" van de betrokken wijk naar één van de gemeenten van het "Brusselse Gewest" [lees : het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad] (§ 4) moeten "geschieden" bij koninklijk besluit.

11. In verscheidene adviezen van de algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State is uitspraak gedaan over de vraag of het gebruik van volksraadplegingen in het licht van de Belgische Grondwet aanvaardbaar is.

Er kan meer bepaald worden verwezen naar haar advies 37.804/AV van 23 november 2004 over een voorstel van wet houdende organisatie van een volksraadpleging over het verdrag tot instelling van een grondwet voor Europa, alsook over de amendementen 1 en 2 op dat voorstel⁽⁸⁾ waarin, onder voorbehoud van hetgeen in artikel 41, vijfde lid, van de Grondwet wordt bepaald over "volksraadplegingen" die uitsluitend betrekking hebben op "aangelegenheden van gemeentelijk of provinciaal belang", wordt samengevat waarom het aanwenden van procédés van rechtstreekse democratie niet toegestaan is in het licht van de grondwettelijke beginselen betreffende de uitoefening van de machten. Dat advies is hoofdzakelijk gebaseerd op het representatieve karakter van ons grondwettelijk stelsel.

⁽⁸⁾ Gedr. St., Kamer, 2004/2005, nr. 51-0281/004.

In verband met artikel 41, vijfde lid, van de Grondwet, dat volksraadplegingen op plaatselijk niveau toestaat, wordt in het voornoemde advies het volgende in herinnering gebracht :

"[Uit die bepaling] blijkt dat de grondwetgever het aangewezen vond voor elke volksraadpleging een grondwettelijke grondslag te creëren. Klaarblijkelijk achtte hij het wenselijk de hoofdkenmerken van de staatsinrichting in de Grondwet zelf in te schrijven zodat deze de grondregels voor de werking van de democratie zou bevatten⁽⁹⁾. Dit motief geldt uiteraard *a fortiori* voor de volksraadplegingen op federaal, gemeenschaps- en gewestelijk vlak".

De conclusie van datzelfde advies luidt, nog altijd onder voorbehoud van wat artikel 41, vijfde lid, van de Grondwet toestaat, dat de organisatie van een volksraadpleging "eerst een Grondwetsherziening vereist".

12. De bedenkingen die in dat advies in herinnering zijn gebracht, blijven volledig relevant.

Dat geldt des te meer daar de "volksraadplegingen" waarvan sprake is in de voorliggende amendementen in werkelijkheid, in tegenstelling tot wat de gebruikte terminologie doet vermoeden, ertoe strekken de overheid te binden, aangezien ze bepalen dat, als de meerderheid van de kiezers zich uitspreekt voor een wijziging van de taalregeling van een gemeente of een wijk, de overheveling binnen een gestelde termijn bij koninklijk besluit moet "geschieden".

Artikel 41, vijfde lid, van de Grondwet kan geen grondwettelijke basis aan de amendementen verlenen. Die bepaling slaat immers alleen op het aanwenden van een adviesprocédé en heeft bovendien enkel betrekking op "de aangelegenheden van gemeentelijk of provinciaal belang", wat duidelijk niet het geval is met de territoriale afbakening van de taalgebieden.

De voorgaande bezwaren werden ook gedeeld door de preconstituante, die titel III van de Grondwet voor herziening vatbaar heeft gemaakt "om een nieuw artikel in te voegen dat de gewesten toelaat een volksraadpleging in te voeren en te organiseren

⁽⁹⁾ *Voetnoot 13 van het geciteerde advies:* zie in dezelfdezin Gedr. St., Senaat, 1998-99, nr. 1-1068/3, blz. 9.

in de aangelegenheden waarvoor zij bevoegd zijn" ⁽¹⁰⁾, wat bevestigt dat de Grondwet eerst moet worden herzien voordat met procédés van rechtstreekse democratie kan worden gewerkt.

Zulk een herziening is nog niet geschied. Ze zou hoe dan ook alleen een raadpleging en geen beslissend referendum mogelijk maken en zou beperkt zijn tot de bevoegdheden van de gewesten en alleen op initiatief van de gewesten mogelijk zijn.

13. Om al die redenen kan de federale wetgever, in de huidige stand van de Grondwet, niet overwegen om de voorliggende amendementen aan te nemen.

⁽¹⁰⁾ Belgisch Staatsblad van 2 mei 2007, 2^e ed. De verklaring tot herziening van 4 en 9 april 2003 bevatte reeds een aldus beperkte mogelijkheid tot herziening (Belgisch Staatsblad, 10 april 2003, 2^e ed.).

L'assemblée générale de la section de législation était composée de

De algemene vergadering van de afdeling wetgeving was samengesteld uit

Messieurs de Heren

R. ANDERSEN,

premier président du Conseil d'État,
eerste voorzitter van de Raad van State,

M. VAN DAMME,
Y. KREINS,
Ph. HANSE,
L. HELLIN,

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

P. LIÉNARDY
J. BAERT,
J. SMETS,
P. VANDERNOOT,
J. JAUMOTTE,
W. VAN VAERENBERGH,
Ch. BAMPS,

conseillers d'État,
staatsraden,

Madame Mevrouw

A. SPRUYT
J. VELAERS,
H. BOSLY,
M. TISON,
G. de LEVAL,
A. WEYEMBERGH,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Mesdames Mevrouwen

A. BECKERS,

greffier,
griffier,

Monsieur de Heer

M. FAUCONIER,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Les rapports ont été rédigés par MM. X. DELGRANGE, premier auditeur et J. VAN NIEUWENHOVE, auditeur.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. X. DELGRANGE, eerste auditeur en J. VAN NIEUWENHOVE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de MM. M. VAN DAMME, P. VANDERNOOT et J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heren. M. VAN DAMME, P. VANDERNOOT en J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT - DE EERSTE VOORZITTER,

A. BECKERS

R. ANDERSEN